

Barrettali, la première commune corse "anti-pesticides"

Le maire a pris un arrêté sur le modèle continental interdisant l'épandage de produits chimiques à moins de cent-cinquante mètres des habitations. Un acte de solidarité et de conviction qui ira au tribunal administratif

Antony Hottier est le premier maire de Corse à prendre un arrêté anti-pesticides.

Ainsi, le village de Barrettali, dans le Cap Corse, se met dans le "sillon" des quelque soixante maires qui, depuis août, se succèdent pour interdire l'épandage de produits chimiques à une distance inférieure à 150 mètres de toute habitation.

"J'ai pris cette initiative à la fois en signe de solidarité avec les maires qui ont le courage d'agir mais aussi par conviction personnelle, tous ceux qui me connaissent savent que je suis un fervent défenseur de l'environnement. Il faut arrêter l'hypocrisie, les pouvoirs publics savent le degré de nocuité des pesticides mais ne font rien, sinon proposer des distances ridicules. Regardons la vérité en face et faisons preuve de bon sens. Je précise qu'en aucun cas, c'est une démarche contre les agriculteurs qui sont les premières victimes du poison qu'ils utilisent."

Le maire de Barrettali reprend l'argument déployé par Daniel Cueff, le maire pionnier de Bretagne : il n'a pas compétence pour interdire les pesticides dans sa commune mais il a une compétence fondamentale donnée par la Constitution et les lois européennes, pour protéger les habitants contre les pesticides de synthèse.

"Vous pouvez prendre soin de vos enfants, leur assurer une alimentation saine, mais



Le petit village de Barrettali sur la côte occidentale du Cap crée l'événement.

/ DOCUMENT CORSE-MATIN

vous ne pouvez pas les empêcher de respirer. Il y a péril imminent, et l'Etat veut m'empêcher d'y répondre."

À Barrettali, les surfaces cultivées sont minimes. Antony Hottier se défend de toute mesure de rétorsion à l'encontre d'un producteur de sa commune avec qui il est en litige sur un dossier de construction.

Si près de Canari...

Son arrêté date de vendredi. Et ce n'est pas la mention "vendredi 13" qui lui donnera plus de chance devant le tribunal administratif où il attendra immanquablement après que le préfet aura essayé de le convaincre de le retirer. Toutefois, l'affaire pourrait être délocalisée car Anto-

ny Hottier est commissaire enquêteur pour la juridiction.

En revanche, on comprend que Barrettali soit sensible à ce sujet. Quelques kilomètres seulement la séparent de Canari qui a longtemps hébergé une mine d'amiante dont on sait les dégâts humains et sanitaires qu'elle a générés.

J.-M. R.



ARRETE N° 07/2019

Le maire de la commune de Barrettali

Où l'a le Président de la Constitution du 4 octobre 1958 reprenant le Président de la Constitution du 27 octobre 1946, qui dispose en son article 11 que la Nation doit assurer à tous la protection de la santé.

L'amorce de l'arrêté de sept pages adressé en préfecture. La conformité à la légalité est d'ores et déjà non acquise...